

Autre développement tout aussi important, le dialogue a été engagé entre le gouvernement sud-africain et les représentants de la majorité noire. En octobre 1990, le gouvernement et l'ANC ont signé un accord à Prétoria en vue de la libération des prisonniers et du retour des exilés. En contrepartie, l'ANC a consenti à cesser la lutte armée. Pendant que mes collègues et moi étions réunis à Delhi, le gouvernement, l'ANC, le Parti Inkatha et de nombreux autres signaient un accord national de paix à Johannesburg. Jusque-là, c'était la tentative la plus ambitieuse de mettre un terme à la violence terrible qui avait éclaté entre les communautés au lendemain des changements politiques en Afrique du Sud. Ceux qui persisteront dans la voie de la violence n'auront rien à gagner de leurs actes. Cet accord est également un modèle convaincant pour une conférence multipartite, modèle à partir duquel on prendrait des arrangements de transition qui permettraient à toutes les parties de participer pleinement et librement aux négociations. Nous espérons que le premier volet de ces négociations, la conférence multipartite, débutera avant la fin de l'année.

Il faut bien dire que ces deux dernières années, la démocratisation a fait un bon bout de chemin en Afrique du Sud. Seulement, le but n'a pas encore été atteint. L'apartheid est bien vivant. Les Sud-Africains noirs se voient encore refuser l'entrée dans les hôpitaux et les écoles et sont intimidés lorsqu'ils essaient d'utiliser les installations communautaires légalement intégrées. Ils continuent à éprouver de la crainte et de la méfiance à l'égard des forces de sécurité de l'État et sont encore trop souvent victimes de violence. Ils n'ont du reste toujours pas le droit de voter. Hier, le premier ministre Manley a déclaré qu'il fallait faire des progrès irréversibles. Il a ajouté, et nous sommes d'accord avec lui, qu'il fallait éviter de nous féliciter prématurément.

Au cours des deux dernières années, le Commonwealth s'est fixé pour objectif de reconnaître le mérite de l'Afrique du Sud lorsque des changements s'y produisaient; d'encourager tous les partis à s'asseoir à la table des négociations dans les plus brefs délais et de maintenir des pressions en faveur de changements subséquents.

La gestion des sanctions imposées par le Commonwealth a été pour nous un exercice délicat. Pour ce faire, nous nous sommes fortement inspirés de la déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique du Sud, qui affirmait que les sanctions visant ce pays n'étaient justifiées que dans la mesure où elles créaient un climat de pression en faveur de changements politiques fondamentaux. Leur but n'était pas de punir, mais bien d'abolir l'apartheid en faisant en sorte que Prétoria vienne à la table de négociation et y reste jusqu'à ce qu'elle garantisse un changement irréversible.